

Le G20 à Montpellier :

Se faire du beurre sur le dos des crève la dalle

Alors que 4 millions de personnes crèvent en ce moment de faim en Afrique de l'est, se réunit en ce début de semaine à Montpellier une conférence du G20 sur la recherche agricole pour le développement intitulée "promouvoir les partenariats scientifiques au service de la sécurité alimentaire". Deux ministres sont annoncés, ainsi que des représentants de divers pays et organismes comme la Banque Mondiale. L'enjeu serait celui de garantir une nourriture de bonne qualité à tous. Noble tâche s'il en est.

Quels enjeux ? Quid de la « sécurité alimentaire » ?

Les citoyens sont montés au créneau pour dénoncer la spéculation et le démantèlement des aides aux agriculteurs comme la politique agricole commune en Europe. Le problème, il est vrai, ne vient pas d'une production trop faible de nourriture, mais du fait que la nourriture coûte trop cher. Il faudrait cependant ajouter que les paysans qui crèvent aujourd'hui de faim ont été privé de leur droit à une agriculture vivrière pour privilégier une production destinée à l'exportation. Du coup, comme les prix ont grimpé, même en vendant de la production, ils n'ont pas de quoi se payer à bouffer. Ne parlons pas de la situation de ceux qui ont de mauvaises récoltes à cause de la production ou encore ceux qui doivent fuir la guerre. Il faudrait également critiquer la pertinence de politiques comme la PAC qui ont généralisé la monoculture et l'emploi de produits phytosanitaires qui ont des conséquences désastreuses sur la santé et l'environnement. Enfin, le mode de consommation occidentale qui inclut de la viande à chaque repas fait qu'aujourd'hui beaucoup des surfaces cultivées servent à nourrir du bétail plutôt que des gens (un kilo de céréales sont nécessaires à la production d'un kilo de viande). On pourrait aussi dire un mot sur ces surfaces agricoles de plus en plus utilisées pour produire des « biocarburants ». Bref, s'attaquer à la spéculation semble un peu léger.

D'autant que par ailleurs les lobbyistes font leur travail. L'EFSA (autorité européenne de sécurité alimentaire) vient par exemple d'annoncer le possible arrêt des tests pratiqués contre certains produits chimiques. L'idée serait plutôt de tolérer une certaine dose d'exposition. Ainsi, on pourrait supporter une certaine dose d'un produit mais pas trop. Une approche qui nie les possibles effets « cocktail » des interactions entre plusieurs produits. Tout aussi récemment, puisque c'était le 30 août dernier, la commission européenne a pour sa part décidé d'autoriser l'identification électronique des bovins. Si cette technique reste facultative au niveau européen, les états peuvent la rendre obligatoire... Tant pis si les composants des puces sont des métaux rares qu'on importe de pays en guerre ou de dictatures... Tant pis si la fabrication de ces

puces induit la pollution et le réchauffement de nos cours d'eau (cf St Microélectronics à Grenoble qui a la garantie qu'on coupera l'eau aux agriculteurs avant eux en cas de pénurie). Tant pis pour le monde de surveillance généralisé qu'on nous fabrique avec.

Puçage, brevetage, bavardages

Ces deux nouvelles récentes montrent ainsi le vrai visage de la « sécurité alimentaire » : une nourriture de plus en plus chimique et de plus en plus contrôlée pour faire le bonheur des industriels. Partant de là, l'accès à l'alimentation des plus pauvres est accessoire. L'accès à une nourriture de qualité une vaste blague. Car que cache toute cette surveillance de la chaîne alimentaire, que l'on nomme « traçabilité » ? C'est l'aveu de l'impossibilité d'être sûr de la nourriture produite (élevages shootés aux médicaments, cultures boostées d'engrais et/ou de manipulations génétiques). Alors on s'assure de pouvoir stopper le plus rapidement possible les sources de contamination quand il s'en présente. Une telle surveillance produit même des situations qu'on pourrait qualifier de cocasses si il n'y avait pas des morts dans l'histoire : par exemple cette épidémie qui a provoqué plus de 30 morts cet été, à cause d'une bactérie, « E-Coli », et qui a provoqué le blocage des concombres espagnols durant plusieurs jours alors qu'en fait on nous a assuré finalement que les responsables étaient des producteurs allemands de graines germées. Tout ça ne nous protège pas tellement et quand un problème arrive on lui trouve une origine précise afin de trouver un coupable individuel plutôt qu'un système entier.

Une dernière réalité permet de douter de la volonté de nos dirigeants de vraiment résoudre les problèmes de famine : la possibilité de breveter les semences. Cela a plutôt œuvré à la disparition de petits agriculteurs à qui on a dit que leurs légumes n'existaient pas, car non-répertoriés, et donc invendables. A cela s'ajoute des rigolos comme Monsanto et autres multinationales des semences qui diffusent leurs OGM s'il le faut dans le dos de tout le monde et qui viennent porter plainte contre toi parce que t'as vendu une plante qui avait migré jusque dans ton champ et qui est la leur.

Revenons à Montpellier et au G20

Tous ces salopards sont à Montpellier ce lundi et mardi 12 et 13 septembre. Nul besoin de préciser ce qu'est le G20, présidé cette année par la France. Peut-être est-il plus surprenant d'en entendre parler en dehors des grandes messes surmédiatisées à coups de zones rouges, black blocs et déclarations de bonnes intentions de nos gouvernants. Mais il faut bien se rendre compte que ces gens là travaillent toute l'année pour mieux nous exploiter. Cette conférence de deux jours, interdite au public a pour objectifs affichés : « promouvoir le partenariat scientifique entre les établissements de recherche agricole membres du G20, / mobiliser les systèmes de recherche agricole des pays du G20 afin d'améliorer la cohérence des politiques, par une meilleure coordination globale ainsi qu'une contribution plus efficace aux programmes de recherche du CGIAR, / développer une vision G20 pour la recherche agricole pour le développement, dans l'objectif de préparer la GCARD2, qui aura lieu en 2012 en Uruguay. »

Quid du CGIAR ?, se demandons-nous tout d'abord. C'est le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale. Depuis mars dernier cet organisme a implanté son siège à Montpellier et la ville se vante du coup un peu plus d'être « capitale mondiale de la recherche agronomique » (toutes les citations, sauf mention contraire, viennent du dossier de presse de l'événement). Son but ? « Stimuler l'investissement dans les sciences agronomiques ». Doté d'un budget de 600 millions de dollars, l'organisme créé en 1971 vient de subir de grandes réformes qui aboutissent aujourd'hui à sa mutation en Organisation Internationale. Il s'agit plus précisément de 15 centres de recherche travaillant avec les gouvernements, des ONG et des entreprises privées. « Les centres du CGIAR administrent des banques internationales de gènes, assurant ainsi la préservation et la diffusion d'une large gamme de ressources phytogénétiques qui constituent la base de la sécurité alimentaire mondiale. » Les choses semblent donc assez claires et si l'on veut se convaincre un peu plus, on peut citer l'intitulé de l'un de ces centres : « Centre international d'amélioration du maïs et du blé ».

Pour en revenir à cette conférence à Montpellier, on nous annonce qu'elle réunira « des décideurs politiques et des responsables de haut niveau en matière de recherche agricole des 20 pays les plus industrialisés et des pays à forte croissance économique. La conférence devrait être ouverte par le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, et clôturée par le ministre de la Coopération, H. de Raincourt. »

Avant tout, nourrir les chercheurs.

Qu'en conclure ? Peut-être, d'abord, que tous ces gens ont pour but d'abord de promouvoir la recherche, et après de réduire la faim dans le monde. En tout cas, ils n'ont pas l'air de se dire qu'il y a d'autres moyens que la recherche pour ça. Pendant ce temps, les millions de dollars vont plutôt à des scientifiques occidentaux qui expérimentent leur modifications génétiques, plutôt qu'aux gens qui ont faim.

Pour s'en convaincre observons d'un peu plus près ce qui va se passer ces deux jours. Tout d'abord il y a l'adoption de la « Déclaration de Montpellier » qui doit présenter une « vision commune au G20 sur la recherche agricole pour le développement en vue de la prochaine Conférence mondiale de la recherche agricole pour le développement en 2012 en Uruguay ». En d'autres termes, les pays riches vont poser leurs exigences, derrière une façade de bons sentiments. En second lieu sera signé par le ministre de la coopération Henri de Raincourt l'accord qui institue le CGIAR en Organisation Internationale.

Lors de sa visite le ministre en profitera, en compagnie des PDG du Cirad et de l'IRD, pour visiter les installations du Cirad en matière « d'amélioration des plantes » (installations qui eurent leur heure de gloire lorsque René Riesel et José Bové vinrent les saccager), puis inaugurer à l'IRD un bâtiment joliment nommé CapMédiTrop pour « Connaissance et amélioration des plantes méditerranéennes et tropicales ».

La Banque Mondiale aux manettes

Tout cela sera joliment présenté en conférence de presse du ministre ce mardi à partir de 16h15, en salle D2 à Agropolis International. Il n'est évidemment pas question que le premier emmerdeur venu puisse y assister. Les journalistes, quant à eux, sont même tenus à l'écart des discussions qui ont lieu tout au long des deux journées. Citons par exemple la 2e session intitulée « Comment établir de véritables partenariats de recherche multi-acteurs pour capitaliser sur les connaissances et l'expertise des divers acteurs (par ex : Nord-Sud, Sud-Sud et coopération tripartite) et solliciter le secteur privé pour des investissements complémentaires dans la recherche agricole ? » (traduction : comment inciter les entreprises à investir?) Une session dont le rapporteur sera un membre de la Banque Mondiale et qui a parmi les interventions « Les droits de propriété intellectuelle comme outil pour renforcer les partenariats privé/public ». Intitulé suffisamment clair pour se dire que finalement, pas besoin d'assister à ce discours, tout est dit dans le titre.

Est-il bien utile de venir se donner la peine de manifester devant ces gens qui sont bornés dans leur course au progrès ? Pourrait-on convaincre un seul des 1500 chercheurs d'Agropolis à cesser de collaborer à cette aspect crucial du néocolonialisme ? Ce sont peut-être de centaines voire de milliers d'actions telles que celle de Riesel et Bové dont nous avons plutôt besoin. Surtout, nous ne devons pas hésiter à produire nos propres semences, à se moquer de savoir si elles sont enregistrées et si un connard s'en est rendu propriétaire.

Montpellier bon élève

Un mot pour finir sur le comité d'organisation local, la Commission de la Recherche Agricole Internationale (CRAI). C'est un organe de concertation entre les organismes de recherche français (Cirad, INRA, IRD, Cemagref, CNRS, Agreenium) et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, le ministère des Affaires étrangères et européennes, et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En second lieu il a un rôle d'interface entre ces structures nationales et le système de recherche agricole international dont le GCIAR est une composante. Notons que le président de cet organisme n'est autre que le président d'Agropolis International, le pôle de recherche montpelliérain réunissant CNRS, INRA, IRD, CIRAD et start-ups, pôle qui fournit 5 autres membres à cet organisme (au total : la moitié des membres).

Agropolis, l'un des rouages essentiels de l'économie technopolistique de Montpellier, baptisée il y a quelques temps « économie du cancer » puisque elle s'articule à une autre spécialité : la médecine. Dans ce schéma les recherches en génétique, en chimie et en robotique occupent une place stratégique puisque utilisées dans l'un ou l'autre cas. Pour plus de détails voir « Petite description de la technopole montpelliéraine » sur <https://infokiosques.net>.